

N° 5491<sup>7</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2006-2007

# PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

**concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé  
relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux  
agents physiques (vibrations)**

\* \* \*

## SOMMAIRE:

page

*Nouvelle version du projet de règlement grand-ducal*

1) Dépêche de la Secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement au Président de la Chambre des Députés (12.12.2006) ..	1
2) Texte du projet de règlement grand-ducal.....	2
3) Prise de position du Ministre du Travail et de l'Emploi avec exposé des motifs, tableau de correspondance entre le texte initial du projet de règlement grand-ducal et la nouvelle version du texte et commentaire des articles.....	10

\*

**DEPECHE DE LA SECRETAIRE D'ETAT AUX RELATIONS  
AVEC LE PARLEMENT AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES  
(12.12.2006)**

Monsieur le Président,

A la demande du Ministre du Travail et de l'Emploi, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe une nouvelle version du projet de règlement grand-ducal sous rubrique, avec prière de bien vouloir en saisir la Conférence des Présidents.

Le projet en question transpose en droit national la directive 2002/44/CE du Parlement Européen et du Conseil du 5 juin 2002 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (vibrations).

Je joins le texte du projet, l'exposé des motifs, le commentaire des articles et l'avis du Conseil d'Etat du 24 octobre 2006 avec la prise de position afférente du Ministre du Travail et de l'Emploi.

Je joins également, à toutes fins utiles, copies des documents parlementaires contenant le projet dans sa version initiale, telle que déposée à la Chambre en date du 27 juillet 2005 ainsi que les avis de la Chambre de Travail, de la Chambre d'Agriculture, de la Chambre des Employés Privés, de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Métiers.

Monsieur le Ministre aimerait par ailleurs vous demander de bien vouloir considérer la possibilité d'accorder le bénéfice de l'urgence à l'évacuation de ce projet de règlement grand-ducal, étant donné que la publication de l'acte en question devrait s'effectuer au plus tard en janvier 2007, alors qu'une procédure pour non-transposition dans les délais de la directive 2002/44/CE prémentionnée a été entamée par la Commission Européenne.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*La Secrétaire d'Etat aux Relations  
avec le Parlement,  
Octavie MODERT*

## TEXTE DU PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

Nous, HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu les articles L. 311-1 à L. 314-4 et L. 321-1 à L. 322-3 du Code du travail;

Vu la directive 2002/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2002 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (vibrations);

Vu les avis de la Chambre de Commerce, de la Chambre des Métiers, de la Chambre de Travail, de la Chambre des Employés Privés et de la Chambre d'Agriculture;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés;

Sur le rapport de Notre Ministre du Travail et de l'Emploi et de Notre Ministre de la Santé et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

### **Art. 1er.– *Objet et champ d'application***

1. Le présent règlement grand-ducal, fixe des prescriptions minimales en matière de protection des travailleurs contre les risques pour leur santé et leur sécurité résultant ou susceptibles de résulter d'une exposition à des vibrations mécaniques.

2. Les prescriptions du présent règlement grand-ducal s'appliquent aux activités dans l'exercice desquelles les travailleurs sont ou risquent d'être exposés, pendant leur travail, à des risques dus à des vibrations mécaniques.

### **Art. 2.– *Définitions***

Aux fins du présent règlement grand-ducal, on entend par:

- a) „vibration transmise au système main-bras“: vibration mécanique qui, lorsqu'elle est transmise au système main-bras chez l'homme, entraîne des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, notamment des troubles vasculaires, des lésions ostéo-articulaires ou des troubles neurologiques ou musculaires;
- b) „vibration transmise à l'ensemble du corps“: vibration mécanique qui, lorsqu'elle est transmise à l'ensemble du corps, entraîne des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, notamment des lombalgies et des traumatismes de la colonne vertébrale.

### **Art. 3.– *Valeurs limites d'exposition et valeurs d'exposition déclenchant l'action***

1. Pour les vibrations transmises au système main-bras:

- a) la valeur limite d'exposition journalière normalisée à une période de référence de 8 heures est fixée à  $5 \text{ m/s}^2$ ;
- b) la valeur d'exposition journalière normalisée à une période de référence de 8 heures déclenchant l'action est fixée à  $2,5 \text{ m/s}^2$ .

L'exposition des travailleurs aux vibrations transmises au système main-bras est évaluée ou mesurée sur la base des dispositions figurant à l'annexe I, partie A, point 1.

2. Pour les vibrations transmises à l'ensemble du corps:

- a) la valeur limite d'exposition journalière normalisée à une période de référence de 8 heures est fixée à  $1,15 \text{ m/s}^2$  ou, à une valeur de dose de vibrations de  $21 \text{ m/s}^{1,75}$ . L'employeur doit choisir la valeur limite la plus appropriée pour l'évaluation de l'exposition du travailleur.
- b) la valeur d'exposition journalière normalisée à une période de référence de 8 heures déclenchant l'action est fixée à  $0,5 \text{ m/s}^2$  ou, à une valeur de dose de vibrations de  $9,1 \text{ m/s}^{1,75}$ . L'employeur doit choisir la valeur limite la plus appropriée pour l'évaluation de l'exposition du travailleur.

- c) L'exposition des travailleurs aux vibrations transmises à l'ensemble du corps est évaluée ou mesurée sur la base des dispositions figurant à l'annexe I, partie B, point 1.

**Art. 4.– Détermination et évaluation des risques**

1. Lors de l'accomplissement des obligations définies à l'article L. 312-2 (3), et à l'article L. 312-5 (1), du Code du travail, l'employeur évalue et, si nécessaire, mesure les niveaux de bruit auxquels les travailleurs sont exposés. La mesure s'effectue conformément à l'annexe I, partie A, point 2, ou partie B, point 2, du présent règlement grand-ducal, selon le cas.

2. Pour évaluer le niveau d'exposition aux vibrations mécaniques, on peut avoir recours à l'observation des pratiques de travail spécifiques et se référer aux informations pertinentes relatives à la magnitude probable des vibrations correspondant aux équipements ou aux types d'équipements utilisés dans les conditions particulières d'utilisation, y compris aux informations de cette nature fournies par le fabricant du matériel. Cette démarche est à distinguer d'une opération de mesure qui exige l'utilisation de certains appareils et d'une méthode adaptée.

3. L'évaluation et la mesure visées au paragraphe 1 sont planifiées et effectuées par des personnes compétentes à des intervalles appropriés avec le concours, le cas échéant, des personnes ou services prévus à l'article L. 312-3 du Code du travail. Ces données peuvent être consultées par les inspecteurs de l'Inspection du travail et des mines, les médecins de la direction de la santé, division de la santé au travail, le(s) travailleur(s) désigné(s), et le cas échéant, les représentants du personnel ainsi que les travailleurs directement concernés de l'entreprise.

Les données issues de l'évaluation et/ou de la mesure du niveau d'exposition au bruit sont conservées par l'employeur sous forme de papier pendant une durée de 30 ans au moins. Si l'employeur cesse d'exister, et la conservation des données ne peut être garantie, ces données sont à transmettre à l'Association d'assurance contre les accidents qui les conserve pendant une durée de 30 ans.

4. En application de l'article L. 312-2 (3) du Code du travail, l'employeur prête une attention particulière, au moment de procéder à l'évaluation des risques, aux éléments suivants:

- a) le niveau, le type et la durée d'exposition, y compris toute exposition à des vibrations intermittentes ou à des chocs répétés;
- b) les valeurs limites d'exposition et les valeurs d'exposition déclenchant l'action fixées à l'article 3 du présent règlement grand-ducal;
- c) toute incidence sur la santé et la sécurité des travailleurs à risques particulièrement sensibles;
- d) toute incidence indirecte sur la sécurité des travailleurs résultant d'interactions entre les vibrations mécaniques et le lieu de travail ou d'autres équipements;
- e) les renseignements fournis par les fabricants des équipements de travail conformément aux directives communautaires en la matière;
- f) l'existence d'équipements de remplacement conçus pour réduire les niveaux d'exposition aux vibrations mécaniques;
- g) la prolongation de l'exposition à des vibrations transmises à l'ensemble du corps au-delà des heures de travail, sous la responsabilité de l'employeur;
- h) des conditions de travail particulières, comme les basses températures;
- i) une information appropriée recueillie par la surveillance de la santé, y compris l'information publiée, dans la mesure du possible.

5. L'employeur doit disposer d'une évaluation des risques, conformément à l'article L. 312-5, paragraphe (1), point 1) du Code du travail, et doit déterminer les mesures à prendre conformément aux articles 5 et 6 du présent règlement grand-ducal. L'évaluation des risques est consignée sous forme écrite et doit comprendre les éléments suivants:

- une description du poste de travail;
- une description de l'exposition;
- les points énumérés au point 4 du présent article;

- des éléments apportés par l'employeur pour faire valoir que la nature et l'ampleur des risques liés aux vibrations mécaniques ne justifient pas une évaluation plus complète des risques;
- les mesures prises pour éviter les risques ou réduire au minimum les risques résultant des vibrations mécaniques;
- les mesures prises pour diminuer les risques, notamment à la source;
- la date de l'évaluation ou de sa dernière mise à jour;
- le nom, la fonction et la qualification de la ou des personnes qui ont procédé à l'évaluation des risques, ainsi que leur signature;
- la signature de l'employeur.

6. L'évaluation des risques est régulièrement mise à jour, notamment lorsque des changements importants, susceptibles de la rendre caduque, sont intervenus ou lorsque les résultats de la surveillance de la santé en démontrent la nécessité.

7. Les entreprises ne comportant pas de poste(s) de travail où un (des) travailleur(s) est (sont) susceptibles d'être exposé(s) à des vibrations sont exemptes de la consignation écrite de l'évaluation des risques. Une liste indicative non exhaustive des postes de travail visés se trouve à l'annexe II du présent règlement grand-ducal.

**Art. 5.– Dispositions visant à éviter ou à réduire l'exposition**

1. En tenant compte du progrès technique et de la disponibilité de mesures de maîtrise du risque à la source, les risques résultant de l'exposition aux vibrations mécaniques sont supprimés à leur source ou réduits au minimum.

La réduction de ces risques se base sur les principes généraux de prévention figurant à L. 312-2, (2), du Code du travail.

2. Sur la base de l'évaluation des risques visée à l'article 4, lorsque les valeurs d'exposition fixées à l'article 3, paragraphe 1, point b), et paragraphe 2, point b), sont dépassées, l'employeur établit et met en oeuvre un programme de mesures techniques et/ou organisationnelles visant à réduire au minimum l'exposition aux vibrations mécaniques et les risques qui en résultent, en prenant en considération, notamment:

- a) d'autres méthodes de travail nécessitant une exposition moindre à des vibrations mécaniques;
- b) le choix d'équipements de travail appropriés, bien conçus sur le plan ergonomique et produisant, compte tenu du travail à effectuer, le moins de vibrations possible;
- c) la fourniture d'équipements auxiliaires réduisant les risques de lésions dues à des vibrations, par exemple des sièges atténuant efficacement les vibrations transmises à l'ensemble du corps et des poignées atténuant les vibrations transmises au système main-bras;
- d) des programmes appropriés de maintenance des équipements de travail, du lieu de travail et des systèmes sur le lieu de travail;
- e) la conception et l'agencement des lieux et postes de travail;
- f) l'information et la formation adéquates des travailleurs afin qu'ils utilisent correctement et de manière sûre les équipements de travail, de manière à réduire au minimum leur exposition à des vibrations mécaniques;
- g) la limitation de la durée et de l'intensité de l'exposition;
- h) l'organisation convenable des horaires de travail, prévoyant suffisamment de périodes de repos;
- i) la fourniture aux travailleurs exposés de vêtements les maintenant à l'abri du froid et de l'humidité.

3. En tout état de cause, les travailleurs ne sont pas exposés à des niveaux supérieurs à la valeur limite d'exposition.

Si, en dépit des mesures mises en oeuvre par l'employeur en application du présent règlement grand-ducal, la valeur limite d'exposition a été dépassée, l'employeur prend immédiatement des mesures pour ramener l'exposition en dessous de celle-ci. Il détermine les causes du dépassement de la valeur limite

d'exposition et il adapte, en conséquence, les mesures de protection et de prévention en vue d'éviter un nouveau dépassement.

4. En application de l'article L. 314-1 du Code du travail, l'employeur adapte les mesures prévues au présent article aux exigences des travailleurs à risques particulièrement sensibles.

**Art. 6.– Information et formation des travailleurs**

Sans préjudice des articles L. 312-6 et L. 312-8 du Code du travail, l'employeur veille à ce que les travailleurs qui sont exposés à des risques dus aux vibrations mécaniques sur le lieu de travail et/ou leurs représentants reçoivent des informations et une formation en rapport avec le résultat de l'évaluation des risques prévue à l'article 4, paragraphe 1, du présent règlement grand-ducal concernant notamment:

- a) les mesures prises en application du présent règlement grand-ducal en vue de supprimer ou de réduire au minimum les risques résultant des vibrations mécaniques;
- b) les valeurs limites d'exposition et les valeurs d'exposition déclenchant l'action;
- c) les résultats des évaluations et des mesures des vibrations mécaniques effectuées en application de l'article 4 du présent règlement grand-ducal et les lésions que pourraient entraîner les équipements de travail utilisés;
- d) l'utilité et la façon de dépister et de signaler des symptômes de lésions;
- e) les conditions dans lesquelles les travailleurs ont droit à une surveillance de leur santé;
- f) les pratiques professionnelles sûres, afin de réduire au minimum l'exposition à des vibrations mécaniques.

**Art. 7.– Consultation et participation des travailleurs**

La consultation et la participation des travailleurs et/ou de leurs représentants ont lieu conformément à l'article L. 312-7 du Code du travail, en ce qui concerne les matières couvertes par le présent règlement grand-ducal.

**Art. 8.– Surveillance de la santé**

1. La surveillance de la santé des travailleurs est effectuée conformément aux articles L. 312-1 à L. 327-2 du Code du travail respectivement au règlement grand-ducal du 17 juin 1997 concernant la périodicité des examens médicaux en matière de médecine du travail en rapport avec le résultat de l'évaluation des risques prévue à l'article 4, paragraphe 1, du présent règlement grand-ducal lorsqu'il révèle un risque pour leur santé.

2. Les documents établis lors de la surveillance médicale sont introduits au dossier médical qui est géré tel que décrit à l'article 7 du règlement grand-ducal du 2 avril 1996 relatif au personnel, aux locaux et à l'équipement des services de santé au travail.

La surveillance de la santé, de laquelle les résultats sont pris en considération pour l'application de mesures préventives sur un lieu de travail déterminé, vise à prévenir et à diagnostiquer rapidement toute affection liée à l'exposition à des vibrations mécaniques.

3. Lorsque la surveillance de la santé mentionnée au point 1 du présent article fait apparaître qu'un travailleur souffre d'une maladie ou d'une affection identifiable considérée par un médecin ou un spécialiste de la médecine du travail comme résultant d'une exposition à des vibrations mécaniques sur le lieu de travail:

- a) le travailleur est informé, par le médecin du travail du résultat qui le concerne personnellement. Il reçoit notamment des informations et des conseils concernant la surveillance de la santé à laquelle il devra se soumettre après la fin de l'exposition;
- b) l'employeur est informé de toute conclusion significative provenant de la surveillance de la santé, dans le respect du secret médical par le médecin du travail;
- c) l'employeur:
  - informe l'Inspection du travail et des Mines conformément à l'article L. 613-1 du Code du travail;

- informe l'Association d'Assurance contre les Accidents;
- revoit l'évaluation des risques effectuée conformément à l'article 4;
- revoit les mesures prévues pour supprimer ou réduire les risques conformément à l'article 5;
- tient compte de l'avis du médecin du travail, et le cas échéant de l'Inspection du Travail et des Mines pour la mise en oeuvre de toute mesure jugée nécessaire pour supprimer ou réduire les risques conformément à l'article 5, y compris l'éventuelle affectation du travailleur à un autre poste ne comportant plus de risques d'exposition;
- organise avec le médecin du travail une surveillance de la santé continue et prend des mesures pour que soit réexaminé l'état de santé de tout autre travailleur ayant subi une exposition semblable.

En pareil cas, la Division de la santé au travail de la Direction de la Santé ou l'Inspection du travail et des Mines peuvent ordonner que les personnes exposées soient soumises à un examen médical.

#### **Art. 9.– Dérogations**

1. Le ministre ayant le travail dans ses attributions peut donner une dérogation à l'article 5, paragraphe 3, dans le respect des principes généraux de la protection de la sécurité et de la santé des travailleurs, pour les secteurs de la navigation maritime et aérienne, dans des circonstances dûment justifiées, en ce qui concerne les vibrations transmises à l'ensemble du corps, lorsque, compte tenu de l'état de la technique et des caractéristiques spécifiques des lieux de travail, il n'est pas possible de respecter la valeur limite d'exposition malgré la mise en oeuvre de mesures techniques et/ou organisationnelles.

2. Il peut également accorder des dérogations à l'article 5, paragraphe 3 dans le cas où l'exposition d'un travailleur à des vibrations mécaniques est, en règle générale, inférieure aux valeurs d'exposition fixées à l'article 3, paragraphe 1, point b), et paragraphe 2, point b), mais varie sensiblement d'un moment à l'autre et peut, occasionnellement, être supérieure à la valeur limite d'exposition.

Toutefois, la valeur moyenne de l'exposition calculée sur une durée de 40 heures doit demeurer inférieure à la valeur limite d'exposition et des éléments probants doivent montrer que les risques dus au régime d'exposition auquel est soumis le travailleur sont moins élevés que ceux dus à un niveau d'exposition correspondant à la valeur limite.

3. Les dérogations visées aux paragraphes 1 et 2 sont accordées sur demande écrite de l'employeur, accompagnée obligatoirement de l'avis des travailleurs suite à une consultation de ceux-ci conformément aux dispositions de l'article L. 312-7 du Code du travail ainsi que d'un avis obligatoire du médecin de travail concerné et d'un avis obligatoire de l'Inspection du travail et des mines.

Ces dérogations doivent être assorties de conditions garantissant, compte tenu des circonstances particulières, que les risques qui en résultent soient réduits au minimum et que les travailleurs concernés bénéficient d'une surveillance renforcée de leur santé. Ces dérogations limitées à une durée de 4 ans au maximum peuvent être reconduites sur demande selon la même procédure après un réexamen et sont révoquées aussitôt que les circonstances qui les ont justifiées disparaissent.

4. Tous les quatre ans, le ministre ayant le travail dans ses attributions transmet à la Commission de l'Union Européenne une liste de dérogations visées aux paragraphes 1 et 2 en indiquant les circonstances et les raisons précises qui les ont amenés à accorder ces dérogations.

#### **Art. 10.– Comité**

L'Inspection du Travail et des Mines est appelée à représenter le Grand-Duché de Luxembourg dans le comité visé à l'article 17, paragraphe 2, de la directive 89/391/CEE.

#### **Art. 11.– Dispositions modificatives**

Le règlement grand-ducal du 17 juin 1997 concernant la périodicité des examens médicaux en matière de médecine du travail est modifié comme suit:

1. Le point 2. f de l'annexe est supprimé, et le point 2 est renuméroté en conséquence.

2. Un nouveau point 6. est ajouté au point 2 de l'annexe:

6. Exposition à des vibrations mécaniques

Un contrôle tous les 12 mois s'impose pour les travailleurs exposés à des vibrations mécaniques

- dont la valeur limite d'exposition journalière normalisée à une période de référence de 8 heures fixée par le règlement grand-ducal du **XXX** 1. concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (vibrations); 2. portant modification du règlement grand-ducal du 17 juin 1997 concernant la périodicité des examens médicaux en matière de médecine du travail est dépassée régulièrement
- dont la valeur limite d'exposition journalière normalisée à une période de référence de 8 heures déclenchant l'action fixée par le règlement grand-ducal du **XXX** 1. concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (vibrations); 2. portant modification du règlement grand-ducal du 17 juin 1997 concernant la périodicité des examens médicaux en matière de médecine du travail est dépassée régulièrement.

Des contrôles avec des échéances plus courtes fixées par le médecin du travail s'imposent lorsque:

- l'exposition des travailleurs à des vibrations est telle qu'on peut établir un lien entre cette exposition et une maladie identifiable ou des effets nocifs pour la santé,
- il est probable que la maladie ou les effets surviennent dans les conditions de travail particulières du travailleur,
- il existe des techniques éprouvées permettant de déceler la maladie ou les effets nocifs pour la santé.

Un contrôle radiologique ou par ultrasons sur la partie exposée en cas de signes cliniques patents est indiqué.

**Art. 12.– Annexes**

Le présent règlement grand-ducal comporte 2 annexes qui en font partie intégrante.

**Art. 13.– Période transitoire**

Les obligations prévues à l'article 5, paragraphe 3, ne sont applicables que dès le 6 juillet 2010 en cas d'utilisation des équipements de travail qui ont été mis à la disposition des travailleurs avant le 6 juillet 2007 et qui ne permettent pas de respecter les valeurs limites d'exposition compte tenu des derniers progrès techniques et/ou de la mise en oeuvre de mesures organisationnelles. Pour les équipements utilisés dans les secteurs agricole et sylvicole, la période transitoire est rallongée jusqu'au 6 juillet 2011.

**Art. 14.– Dispositions finales**

Notre Ministre du Travail et de l'Emploi et Notre Ministre de la Santé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.



## ANNEXE I

**A. Vibrations transmises au système main-bras***1. Evaluation de l'exposition*

L'évaluation du niveau d'exposition aux vibrations transmises au système main-bras est fondée sur le calcul de la valeur d'exposition journalière, normalisée à une période de référence de huit heures, A (8), exprimée comme la racine carrée de la somme des carrés (valeur totale) des valeurs efficaces d'accélération pondérée en fréquence, déterminées selon les coordonnées orthogonales ahwx, ahwy, ahwz comme il est défini dans les chapitres 4 et 5 et dans l'annexe A de la norme ISO 5349-1 (2001). L'évaluation du niveau d'exposition peut être effectuée grâce à une estimation fondée sur les informations concernant le niveau d'émission des équipements de travail utilisés, fournies par les fabricants de ces matériels et grâce à l'observation des pratiques de travail spécifiques ou par un mesurage.

*2. Mesure*

Lorsque l'on procède à la mesure conformément à l'article 4, paragraphe 1:

- a) les méthodes utilisées peuvent comporter un échantillonnage, qui doit être représentatif de l'exposition du travailleur aux vibrations mécaniques considérées; les méthodes et appareillages utilisés doivent être adaptés aux caractéristiques particulières des vibrations mécaniques à mesurer, aux facteurs d'ambiance et aux caractéristiques de l'appareil de mesure, conformément à la norme ISO 5349-2 (2001);
- b) dans le cas d'appareils à tenir des deux mains, les mesures sont effectuées à chaque main. L'exposition est déterminée par rapport à celle des valeurs qui est la plus élevée; les indications sont également données concernant l'autre main.

*3. Interférences*

Les dispositions de l'article 4, paragraphe 4, point d), s'appliquent notamment lorsque les vibrations mécaniques gênent la manipulation correcte des commandes ou la bonne lecture des appareils indicateurs.

*4. Risques indirects*

Les dispositions de l'article 4, paragraphe 4, point d), s'appliquent notamment lorsque les vibrations mécaniques nuisent à la stabilité des structures ou à la bonne tenue des organes de liaison.

*5. Équipements de protection individuelle*

Des équipements de protection individuelle contre les vibrations transmises au système main-bras peuvent contribuer au programme de mesures mentionné à l'article 5, paragraphe 2.

**B. Vibrations transmises à l'ensemble du corps***1. Evaluation de l'exposition*

L'évaluation du niveau d'exposition aux vibrations est fondée sur le calcul de l'exposition journalière A (8), exprimée comme l'accélération continue équivalente pour une période de huit heures, calculée comme la plus élevée des valeurs efficaces, ou la plus élevée des valeurs de dose de vibration (VDV), des accélérations pondérées en fréquence déterminées selon les trois axes orthogonaux (1,4 awx, 1,4 awy, awz, pour un travailleur assis ou debout) conformément aux chapitres 5, 6 et 7, à l'annexe A et à l'annexe B de la norme ISO 2631-1 (1997).

L'évaluation du niveau d'exposition peut être effectuée grâce à une estimation fondée sur les informations concernant le niveau d'émission des équipements de travail utilisés, fournies par les fabricants de ces matériels et grâce à l'observation des pratiques de travail spécifiques ou par un mesurage. En ce qui concerne la navigation maritime, seulement les vibrations de fréquence supérieures à 1 Hz doivent être considérées.

*2. Mesures*

Lorsque l'on procède à la mesure, conformément à l'article 4, paragraphe 1, les méthodes utilisées peuvent comporter un échantillonnage, qui doit être représentatif de l'exposition du travailleur aux



vibrations mécaniques considérées. Les méthodes utilisées doivent être adaptées aux caractéristiques particulières des vibrations mécaniques à mesurer, aux facteurs d'ambiance et aux caractéristiques de l'appareil de mesure.

### 3. *Interférences*

Les dispositions de l'article 4, paragraphe 4, point d), s'appliquent notamment lorsque les vibrations mécaniques gênent la manipulation correcte des commandes ou la bonne lecture des appareils indicateurs.

### 4. *Risques indirects*

Les dispositions de l'article 4, paragraphe 4, point d), s'appliquent notamment lorsque les vibrations mécaniques nuisent à la stabilité des structures ou à la bonne tenue des organes de liaison.

### 5. *Extension de l'exposition*

Les dispositions de l'article 4, paragraphe 4, point g), s'appliquent notamment lorsque la nature de l'activité amène un travailleur à bénéficier de l'usage de locaux de repos sous la responsabilité de l'employeur; sauf cas de force majeure, l'exposition de l'ensemble du corps aux vibrations dans ces locaux doit être à un niveau compatible avec les fonctions et conditions d'utilisation de ces locaux.

\*

## ANNEXE II

### **Postes de travail sur lesquels les travailleurs ne sont pas susceptibles d'être exposés à des risques résultant de vibrations**

1. Travail de bureau
2. Travail d'artisanat comme coiffeur, boucher, boulanger
3. Travail en position assise dans un environnement comparable à un bureau sans l'utilisation de machines
4. Travail de nettoyage dans les bâtiments administratifs ou privés sans l'utilisation régulière de machines
5. Travail de gardiennage
6. Travail de surveillance dans des entreprises ne comportant pas de machines émettant des vibrations se transmettant par le sol
7. Travaux manuels légers sans utilisation de machines

\*

**PRISE DE POSITION DU MINISTRE DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI**  
**avec exposé des motifs, tableau de correspondance entre le**  
**texte initial du projet de règlement grand-ducal et la nouvelle**  
**version du texte et commentaire des articles**

**1. HISTORIQUE ET CONSIDERATIONS GENERALES**

Par dépêche du 7 septembre 2005, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (bruit), lequel a été élaboré par le ministre du Travail et de l'Emploi.

Le présent projet de règlement grand-ducal base sur la directive 2002/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2002 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (vibrations).

Le règlement grand-ducal fixe les valeurs et prévoit en plus une analyse des risques et une surveillance de la santé des travailleurs.

Dans son avis du 24 octobre 2006 la Haute Corporation attire l'attention des auteurs surtout sur le fait que la loi du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail était entrée en vigueur le 1er septembre 2006 et que par conséquent, il y aura lieu de remplacer les dispositions abrogées par cette loi par les références aux dispositions correspondantes du Code du travail.

*Tableau de correspondance entre le projet initial (5491)  
et le présent projet et le projet de règlement grand-ducal*

<i>Projet initial 5491</i>	<i>Projet suivant l'avis du Conseil d'Etat</i>
Intitulé	Proposition du Conseil d'Etat a été retenue
art. 1er.–	art. 1er.–
art. 2.–	art. 2.– modifié suivant observations du Conseil d'Etat
art. 3.–	art. 3.–
art. 4.–	art. 4.– le paragraphe 4 modifié suivant l'avis du Conseil d'Etat, paragraphe 7 est supprimé
art. 5.– à art. 8.–	art. 5.– à 8.–
art. 9.–	art. 13.– modifié suivant l'avis du Conseil d'Etat
art. 10.–	art. 9.– en tenant compte des considérations du Conseil d'Etat
art. 11.–	art. 10.–
art. 12.–	art. 11.– en tenant compte des considérations du Conseil d'Etat
art. 13.–	art. 12.–
art. 14.–	art. 14.–
Annexes	Annexes

## 2. EXAMEN DU TEXTE

*ad intitulé:*

L'intitulé a été retravaillé suivant la proposition du Conseil d'Etat.

*ad article 2:*

Les observations du Conseil d'Etat ont été entièrement retenues.

*ad article 4:*

Les paragraphes 3 et 4 ont été reformulés en considérant la proposition du Conseil d'Etat.

*ad article 9 ancien article 10:*

Suivant l'argumentaire du Conseil d'Etat, la disposition faisant référence à l'article L. 351-1 et suivants du Code du travail (anciennement la loi du 20 mai 1988 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition à des agents chimiques, physiques et biologiques pendant le travail) a été supprimée.

*ad articles 11 et 14:*

Les recommandations du Conseil d'Etat ont été entièrement retenues.

*Pour les copies des documents parlementaires contenant le projet de règlement grand-ducal dans sa version initiale, prière de consulter les documents parlementaires 5491 à 5491<sup>6</sup>.*

